

NON AU CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE

Ne laissons pas sacrifier l'avenir de la jeunesse

Le 7 février dans toute la France nous étions des centaines de milliers, étudiants, lycéens, salariés de tous âges à manifester dans la rue pour dire NON au contrat Première Embauche. C'est une force qui va compter pour amplifier la nécessaire mobilisation.

Le premier ministre ne s'y est d'ailleurs pas trompé. En utilisant la procédure du 49.3 à l'Assemblée nationale il espère nous faire renoncer. Ensemble nous allons faire échec à son projet.

JEUNE, LICENCIABLE DURANT 2 ANS : NOUS DISONS NON !

Sous prétexte de lutter contre le chômage des jeunes, le « Contrat première embauche » permet aux entreprises d'employer à moindre coût des jeunes de moins de 26 ans et de s'en débarrasser sans justification durant une période d'essai de deux ans !

En fait, non seulement ce contrat ne créera aucun emploi nouveau mais en plus il précarisera durablement la jeunesse.

Comment obtenir un prêt bancaire, un logement, faire des projets d'avenir, comment pouvoir défendre ses droits, se syndiquer, quand on est licencié pendant 2 ans ? Cela est inacceptable !



PRÉCARISER LA JEUNESSE ET LA SOCIÉTÉ C'EST LE PROJET NÉOLIBÉRAL DU MEDEF

Ce nouveau contrat précaire pour les jeunes n'arrive pas aujourd'hui par hasard. Bien au contraire il s'inscrit dans une série de mesures voulues par le Medef (syndicat patronal) visant à précariser la jeunesse et à travers elle toute la société :

- Remise en cause de l'école obligatoire jusqu'à 16 ans avec l'apprentissage dès 14 ans
- Travail de nuit autorisé pour les enfants dès 15 ans.
- Développement de l'intérim à outrance et des contrats précaires,
- Sans parler de la casse de notre système de retraite qui va obliger les jeunes générations à travailler jusqu'à... 70 ans ?! sans garantie d'avoir une bonne retraite.

Cette fuite en avant néolibérale est dangereuse pour la jeunesse comme pour toute la société. C'est en son nom qu'ils s'attaquent aussi à notre sécurité sociale, à notre santé, à nos services Publics (La Poste, EDF-GDF, les autoroutes, les transports...), à notre éducation et nos écoles... et qu'ils voudraient maintenant les livrer à la concurrence ; c'est en son nom qu'ils voudraient imposer la généralisation de la période d'essai de deux ans à tout le monde, avec le Contrat de Travail Unique.

Pendant ce temps, les actionnaires accumulent de plus en plus de richesses sur notre dos, tandis que nos salaires stagnent et que nos factures sont de plus en plus élevées.

UNE EXIGENCE DE JUSTICE ET DE PROGRÈS SOCIAL

Nous ne voulons pas d'une société où solidarité et justice n'existent plus, d'une société du chacun pour soi... Nous voulons une société basée sur le partage des richesses et le progrès social, et où la devise de la République Liberté, Egalité et Fraternité retrouve tout son sens.

Nous exigeons :

- le retrait du CPE,
- la limitation de l'intérim et des CDD,
- la suppression du temps partiel imposé,
- et pour lutter efficacement contre le chômage, la réduction du temps de travail avec maintien du salaire.

**C'EST L'AVENIR DE LA JEUNESSE
QUI EST EN JEU**

**TOUS ENSEMBLE
POUR LE RETRAIT DU CPE**

**RÉUNION PUBLIQUE UNITAIRE
À MASSY**

VENDREDI 24 FÉVRIER À 20H30

AVEC

CHRISTOPHE RAMAUX

*économiste - Maître de conférence à Paris I
membre du Conseil scientifique d'ATTAC*

Maison de l'Emploi et de la Formation

10, rue du Noyer-Lambert - à Massy

Quartier Opéra - Face au centre omnisports

et au centre hospitalier Jacques-Cartier

A l'Appel des partis, syndicats et associations de Massy : Alternative Citoyenne, ATTAC Nord Essonne, Collectif des jeunes contre le CPE, Collectif du 29 Mai, UL CGT, FSU, LCR, Massy Autrement, MRC, PCF, PCOF, PS, PRS, SNUipp, UNEF, les Verts.